

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		<i>Référence dossier:</i>
Type de demande :	Certificat d'urbanisme d'information	N° CU 004 124 20 00005
Déposée le	05/06/2020	
Par :	Maître CHARLES Rémi	
Demeurant à :	290 CHEMIN CAMPAGNE ROMAN 83170 BRIGNOLES	
Sur un terrain sis :	LES FERRAILLES 124 E 534, 124 E 535	
		Superficie : 1941

Le Maire de la Ville de MONTAGNAC MONTPEZAT

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain situé à LES FERRAILLES (cadastré 124 E 534, 124 E 535), présentée le 05/06/2020 par Maître CHARLES Rémi, et enregistrée par la mairie de MONTAGNAC MONTPEZAT sous le numéro CU 004 124 20 00005,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants,
VU le Règlement National d'Urbanisme,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles approuvé en date du 22/06/1998,

Vu le Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français,

CERTIFIE

Article 1 - Généralités

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2 – Localisation du terrain

A / Le terrain est situé dans :

- Règlement National d'Urbanisme (R.N.U.)

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

Art. L.111-1 à L.111-25, art. R.111-1 à R.111.51.

La commune étant soumise à la loi Montagne, les articles suivants du code de de l'Urbanisme sont applicables : **Art. L.122-1 à L.122-25 , art. R.122-1 à R.122-17.**

Le terrain est situé hors PAU (Partie actuellement urbanisée) de la commune.

B / Le terrain est grevé des servitudes suivantes :

MONUMENT(S) HISTORIQUE(S) / ZPPAUP / SITE(S) :

Néant.

RISQUES / ALEAS / PPR :

L'aléa sismique est de niveau 3 (niveau modéré) sur tout le territoire de la commune.

Il est porté à la connaissance du demandeur que le Plan de Prévention des Risques Naturels de la Commune de Montagnac-Montpezat classe le terrain en **zone bleue : constructions réglementées.**

Une étude parasismique réalisée par un bureau d'étude spécialisé est conseillée.

Toutes les constructions doivent, depuis le 01/08/1994, respecter les règles parasismiques.

EMPLACEMENT(S) RESERVE(S) :

Néant.

AUTRE (S) SERVITUDE(S) :

Néant.

Article 3 – Droit de préemption

Le terrain est situé dans une zone de :

Non soumis au droit de préemption

Article 4 – Taxes d'Urbanisme

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable.

**Taxe d'aménagement : 3.00 % (commune) ; 2,50 % (département),
Redevance Archéologie Préventive : 0,40 %**

Article 5 – Participations d'Urbanisme

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis de construire ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

- Participations pour équipements publics exceptionnels (PEPE)
- Participation Voirie Réseaux (PVR)
- Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE)
- Projet Urbain Partenarial (PUP)
- Participation de ZAC (ZAC).

	Oui / Non	Taux %	Délib générale	Délib spécifique
PEPE	N			
PVR	N			
PAE	N			
PUP	N			
ZAC	N			

Article 6 – Sursis à statuer

Lors du dépôt d'une déclaration préalable ou d'une demande de permis, un sursis à statuer pourra être opposé en raison de :

Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Article 7 – Avis des services de l'Etat

Les demandes de permis et les déclarations préalables seront soumises aux avis ou accords des services de l'Etat en charge :

La commune étant soumise au RNU, toute demande d'autorisation d'urbanisme devra obtenir l'accord du Préfet.

Article 8 – Formalités préalables à la réalisation du projet

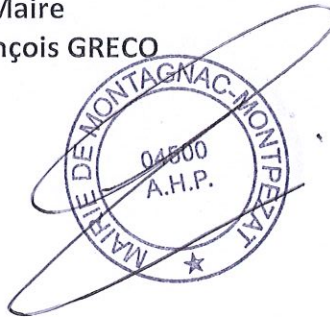
Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :
Observations et prescriptions particulières :

Sans objet.

Fait à MONTAGNAC MONTPEZAT

Le 12 août 2020

Le Maire
François GRECO



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Les délais de recours indiqués ci-dessous, sont suspendus ou reportés conformément à l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.